

Interview d'Antoine Henrion, céréalier bio à Secourt (Moselle), 61 ans, par Marie Casenave-Péré (MCP) – Janvier 2024

MCP : Antoine, peux-tu nous présenter ta ferme ?

Antoine Henrion : Mon exploitation actuelle est le résultat de la fusion en 2007 de ma propre ferme familiale et de celle de Christophe, un collègue voisin et ami. On se connaît très bien, on a suivi les mêmes études au lycée agricole et en BTS. On a longtemps travaillé en commun avant de réunir nos deux exploitations de grandes cultures en SCEA en 2007.

Les deux sites sont éloignés de 8 km et sont équipés en stockage. En termes de surfaces, on est légèrement au-dessus de la moyenne : on cultive à nous deux 380 ha répartis en une cinquantaine d'îlots, traversés de quelques voies rapides. On est situé dans une zone intermédiaire, avec des terres très hétérogènes, au potentiel moyen à bon. Et pour le moment, on vend toutes nos récoltes en coopérative.

MCP : Qu'est-ce qui a déclenché ton passage en bio ?

Antoine Henrion : La réflexion a muri doucement au début des années 2010, sans fait déclencheur particulier. Notre ferme tournait bien économiquement, on était en rythme de croisière, toujours en recherche de valeur ajoutée. Sur le plan agronomique, on commençait à voir quelques problèmes de désherbage avec la rotation blé-orge-colza, dans un contexte où les possibilités en matière de produits phytosanitaires se réduisaient. Avec en parallèle la montée des attentes sociétales en la matière. La posture de ma fille m'a également influencé. Elle a fait des études d'agronomie, et se disait plutôt intéressée par l'exploitation, mais en bio ! Avec Christophe, on s'est donc dit qu'on allait chiffrer cette option du passage en bio avec comme objectif de conserver la même rentabilité au bout de 5 ans en système bio, qu'en année 0 en système conventionnel.

L'étude a été concluante. En juin 2015, on a lancé la conversion sur la totalité des surfaces. Sinon, on n'aurait pas pu pleinement bénéficier des aides à la conversion qui ont été déterminantes (110 000 € par an pendant 5 ans).

MCP : Quels ont été les plus grands changements agronomiques ?

Antoine Henrion : Notre système de cultures a été modifié en profondeur. Sans phytos de synthèse, on doit casser les cycles de maladies et de ravageurs, et réussir à maîtriser les mauvaises herbes. Désormais, on fait beaucoup plus de cultures d'hiver, avec une succession d'espèces végétales différentes. On doit aussi cultiver davantage de légumineuses et de cultures fourragères pour compenser le fait qu'on ne peut plus utiliser d'engrais azoté de synthèse. Bref, on a mis en place des rotations beaucoup plus longues en diversifiant nos cultures et pour certaines en les associant. Pour la fertilité, on a également mis en place un échange avec un voisin éleveur laitier : sur 8 % de la sole, on cultive pour lui de la luzerne et du trèfle qu'il récolte en ensilage, en enrubanné ou en foin pour ses vaches et il nous donne du fumier. On récupère également les fientes d'un élevage de poules pondeuses bio.

Aujourd'hui, après pas mal d'expérimentations et quelques échecs, on cultive une dizaine d'espèces : blé, orge, avoine, tournesol, colza, lin brun, soja, féverole, lentilles vertes et blondes, cameline, sarrasin, grand épeautre et triticale. On va encore se recentrer un peu en abandonnant le colza et le soja qui sont difficiles à réussir.

MCP : Quels ont été les autres grands changements ?

Antoine Henrion : Pour accompagner le nouveau système de production, il a fallu faire de gros investissements.

Pour mettre ce nouveau système en œuvre, on a investi pas loin de 400 000 € dans du matériel adapté : bineuse, herse étrille, écimeuse et houe rotative. On a été aidés par l'Agence de l'eau à hauteur de 10 à 15 %. L'enjeu avec ce matériel est de lutter mécaniquement contre les mauvaises herbes. On est encore actuellement dans la deuxième série d'investissement pour mieux nous équiper en stockage. Nos cultures nécessitent un tri très performant et un stockage en petits lots. Nos anciens grands silos ne conviennent plus.

Pour certains chantiers, on a fait le choix de ne pas investir et de déléguer nos travaux. On fait faire la partie effluents d'élevage (transport, épandage) et celle très spécifique de récolte d'andainage.

L'autre grand changement, c'est celui du temps de travail. C'est simple, on a augmenté de 50 %. Il y a 30 % d'heures de tracteurs en plus avec 15 à 20 % de consommation de fioul en plus. On a globalement plus de temps de préparation des chantiers qui sont plus complexes, plus de temps aussi sur le tri, l'allotement et les transports.

MCP : Avec un recul de 8 ans maintenant, qu'est-ce qui a été le plus difficile ?

Antoine Henrion : Techniquement, Christophe et moi, on était bien aguerris. En bio, rien n'est acquis, on a souvent des décisions à prendre qui sont difficiles, par exemple de continuer une culture débordée par les mauvaises herbes ou la remplacer par une autre, ce qui a des conséquences sur toute la rotation. Passer du plan A au plan B n'est pas rare, on doit parfois même réfléchir à un plan C ! Cette gymnastique agronomique et technique n'est pas à la portée de tout le monde. Elle nécessite qui plus est un stock minimum de semences de ferme. Mais le plus dur, ça a été de supporter économiquement le poids des investissements et ça continue encore aujourd'hui avec les installations de stockage qu'on aménage.

MCP : Aujourd'hui, où en est l'exploitation techniquement et économiquement ?

Antoine Henrion : Les cinq premières années ont tenu leur promesse, on est arrivés quasiment au même niveau de rentabilité que celui que nous permettait notre système conventionnel. Et depuis 2021, la baisse des prix entraîne la baisse de notre chiffre d'affaires. J'attends la compta mais on devrait être en déficit en 2023. On verra pour 2024. On peut passer une année de crise mais je ne peux pas rester dans un système déficitaire. Revenir au conventionnel, au moins partiellement, sera une option le cas échéant.

Les aléas du vivant, des pertes de 10 à 15 % de la surface emblavée, on a l'habitude et on sait les gérer. En revanche, on n'a pas la main sur le marché. L'équilibre du système bio passe par des prix élevés. En 2020, je vendais le blé à 500 € la tonne. En 2023, la surproduction par rapport aux capacités d'absorption du marché a fait descendre le prix à 290 € la tonne. Les autres cultures ne sont pas épargnées.

La période de crise actuelle nous ramène aux principes de réalité. Certains vont se déconvertir, ça soulagera le marché et donc les agriculteurs qui resteront en bio.

MCP : As-tu des regrets ?

Antoine Henrion : Je n'ai aucun regret. Je trouve plus de sens à ce que je fais. On est toujours coopérateur mais je connais mieux mes marchés et mes clients à l'aval, je réponds à des exigences de qualité très fortes pour une alimentation très majoritairement humaine. Notre acte de production est plus durable pour les milieux.

Même si notre revenu est peut-être légèrement inférieur, si le delta reste raisonnable, pourquoi pas ?

MCP : Quelle est ta plus grande satisfaction ?

Antoine Henrion : De continuer à me passionner pour mon métier, rendu encore plus intéressant par la diversification des cultures. Une autre satisfaction, c'est de percevoir la considération du public qui nous place dans le camp des gentils, voire des demi-dieux, même si je sais que cette considération reste superficielle et qu'elle ne se traduit pas toujours en acte d'achat. Je profite de ce piédestal pour passer des messages sur l'agriculture en général.

MCP : Quel regard portes-tu sur tes collègues conventionnels ?

Antoine Henrion : Mon regard sur eux n'a pas changé. La grande majorité des agriculteurs sont dans le progrès, dans l'écoute et la réponse aux attentes de la société alors que ce n'est pas simple du tout. J'ai juste un peu moins d'échanges en bout de champs parce que nos problématiques techniques ne sont plus les mêmes. Mon premier voisin bio est à 40 km ! Quand je me suis converti en 2015, on m'a accusé d'être opportuniste et « vendu aux écolos ». Aujourd'hui, ces oppositions sont démystifiées. La différenciation de l'agriculture est beaucoup mieux acceptée.

MCP : Tu seras bientôt à la retraite, quid de l'avenir de ta ferme ?

Antoine Henrion : Avec Christophe, on réfléchit à développer la valeur ajoutée avec des circuits plus courts. On a déjà mis en place des légumineuses fourragères semences, des contrats pour le foin. On aimerait encore se diversifier et démultiplier nos marchés. Ma fille et mon fils se disent toujours intéressés mais affirment qu'ils ne feront « pas que ça » ! S'ils suivent de plus ou moins loin, il faudra certainement s'associer avec quelqu'un qui soit totalement investi, surtout si on reste en bio.